

Après les jumeaux, les frères ennemis

Description

En Pologne, le scrutin législatif du 21 octobre 2007 a donné une nette victoire à la droite libérale de Donald Tusk. Mais la droite populiste des frères Kaczynski n'est pas défaite. Détenant plus d'un tiers des sièges à la Diète et la présidence de la République, elle n'a pas dit son dernier mot. Si un changement de ton s'annonce, il serait prématuré d'annoncer l'avènement d'une nouvelle ère politique dans le pays.

Le 7 septembre 2007, après deux mois de crise politique et un vote en faveur de son auto-dissolution, la Diète de Varsovie ouvrait la voie à la tenue d'élections anticipées, à mi-parcours de la législature. A la sortie des urnes, dimanche 21 octobre, le Premier ministre Jaroslaw Kaczynski, tenant de la *Quatrième République*, porte-drapeau de la morale et de la lutte contre la corruption, était largement battu par son rival de la droite libérale, Donald Tusk. Avec 41,5% des suffrages exprimés, la Plate-forme civique (PO) de Tusk caracolait largement en tête, devant le parti des frères Kaczynski Droit et Justice (PiS) à 32,1%, l'alliance de la Gauche et des



Démocrates emmenée par l'ancien président Kwasniewski (LiD) à 13,1% et le parti chrétien-démocrate des paysans de Waldemar Pawlak (PSL), allié pressenti de Donald Tusk pour former le futur gouvernement, à 8,9%.

Donald Tusk dégaine et gagne

«Si j'avais été mieux préparé au débat télévisé ou si je l'avais refusé, l'issue des élections en eût été changée», commentait à chaud Jaroslaw Kaczynski, non sans ajouter que son parti Droit et Justice (PiS) avait été victime du « puissant front des médias» et même de la campagne de la (pourtant très étroitement contrôlée) télévision d'Etat TVP sur le thème «Va voter – change la Pologne», un slogan que les téléspectateurs auraient interprété comme une incitation à chasser le gouvernement en place.

En réalité, le tournant dans l'opinion publique s'est opéré dans la dernière ligne droite. A l'opposé des spots télévisés du PiS dans cette campagne, qui s'évertuaient à montrer des 'petites gens' heureuses -retraités détendus, petits commerçants souriants, paysans confiants-, les libéraux de la Plateforme civique avaient ciblé leur campagne contre l'Etat autoritaire, l'agressivité du pouvoir en place, les promesses non tenues d'assainissement du budget et de construction massive de nouveaux logements, et l'instrumentalisation du pouvoir à des fins politiciennes et personnelles. Mais c'est au cours du duel télévisé du 12 octobre que Donald Tusk a donné le coup de grâce à son adversaire, Jaroslaw Kaczynski. Par sa décontraction et une série d'arguments massues, s'affichant mieux au fait des difficultés de la vie quotidienne des 'petites gens' que leurs prétendus avocats du PiS, mettant en cause la soi-disant 'Pologne solidaire' qu'ont fuie quelque deux millions de personnes pour aller gagner leur pain en Grande-Bretagne et en Irlande, et *last but not least* coupant littéralement le souffle du Premier ministre par la révélation d_une suffocante anecdote: le souvenir d'une confrontation personnelle dans un ascenseur du Parlement avec un Jaroslaw Kaczynski armé d'un revolver.

Les autres raisons de l'échec des K.

Pour décisif qu'ait pu être le débat télévisé, il n'explique pas à lui seul la désaffection de l'opinion pour les Kaczynski. A l'impact de l'événement médiatique s'ajoutent d'autres facteurs. Au plan politique, les jumeaux espéraient qu'en radicalisant leur discours, ils draineraient sur leur nom un nouvel électorat et élimineraient leurs rivaux en les incorporant. Mais le calcul n'a pas abouti: certes, le PiS a gagné de nouveaux électeurs et écarté de la Diète ses deux anciens partenaires de coalition -Samoobrona (Autodéfense) et la Ligue des familles polonaises (LPR)-, mais il a aussi poussé la droite plus modérée dans les bras de la PO. A cela s'ajoute la forte mobilisation d'un nouvel électorat jeune et éduqué, de couches relativement aisées, et des Polonais expatriés, excédés par les dérives du PiS et décidés à mettre



les oiseaux dehors.

De surcroît, la transformation sociale de la Pologne induite par l'action politique des Kaczynski n'a pas convaincu l'électorat. Certes, économiquement, la Pologne se porte -officiellement- bien: elle affiche en 2007, pour la deuxième année consécutive, un taux de croissance de 6%, un taux de chômage en baisse qui pourrait avoisiner en fin d'année les 12%, un volume d'investissements étrangers oscillant entre 11 et 12 milliards d'euros. A cela s'ajoute qu'avec une inflation ne dépassant pas 2,3%, le gouvernement avait annoncé fin août, en période préélectorale, rien moins qu'une augmentation des salaires de 9,3% dans la fonction publique, une hausse du salaire minimum de 18% à l'échelle du pays et le maintien à niveau des retraites. Mais d'autres acteurs politiques -tel le jeune rédacteur en chef de la revue Krytyka Polityczna (Critique politique), Slawomir Sierakowski- dressent un bilan plus sombre: «Il n'y a jamais eu de Pologne qui soit un modèle de réussite: les réformes néolibérales d'après 1989 ont plongé la majorité des Polonais dans la pauvreté. Aujourd'hui, près de 60% des Polonais vivent sous le seuil du minimum social.» Par ailleurs, la lutte contre la corruption, très prisée dans l'opinion, n'affiche pas un franc succès et, de toute évidence, elle n'a pas contrebalancé la détérioration du climat social et l'atmosphère de suspicion généralisée dans le pays.

Vers 'une Irlande sur la Vistule'?

Après l'euphorie du premier soir dans les rangs de tous ceux qui souhaitaient briser la toute-puissance des jumeaux, arrive le temps de l'action. Quelles transformations Donald Tusk peut-il initier dans le pays?

Originaire d'une famille kachoube de Gdansk, parfaitement germanophone, historien de formation, engagé depuis l'émergence de Solidarnosc dans le combat anticommuniste, Tusk est un libéral convaincu. Cofondateur de la PO en 2001, il ferait volontiers de la Pologne 'une Irlande sur la Vistule'. C'est cette orientation qui lui vaut le soutien des milieux économiques, à l'intérieur comme sur la scène européenne et internationale.

Mais bien des ombres ternissent le tableau. Comme le soulignent certains commentateurs prudents au vu du soulagement manifesté parmi les partenaires et dans les plus hautes sphères de l'UE, les Européens se réjouissent peut-être un peu prématurément. Hormis dans le domaine économique, Tusk est moins libéral qu'on ne le croit. Pour ce qui est de reconnaître le rôle dominant de l'Eglise catholique en Pologne, la loi restrictive sur le droit à l'avortement et la tolérance envers les homosexuels, la PO est aussi réactionnaire que le PiS des Kaczynski, soulignent d'aucuns. En outre, le PSL de Waldemar Pawlak, qui se qualifie lui-même de 'chrétien-démocrate' et devrait être le partenaire de coalition si le gouvernement est investi comme prévu lors de la première séance de la nouvelle assemblée le 5 novembre 2007, n'est pas précisément sur les mêmes positions: ni aussi favorable à l'imposition à taux unique, ni aussi partant pour la stratégie de l'euro et la réduction des déficits publics.

Enfin, le prochain gouvernement devra aussi convaincre les perdants de la mondialisation et répondre à leurs attentes, comme le leur promettait le PiS auquel ils ont donné leurs voix le 21 octobre, en plus grand nombre encore qu'en 2005. Une politique d'opposition destructive des députés du PiS à la Diète et l'usage de son droit de veto par le président Lech Kaczynski ne sont pas exclus.

Rapprochement germano-polonais en vue

Pour l'Allemagne, plus encore que pour aucun autre partenaire de l'UE, la victoire de Donald Tusk est cependant un signal très positif. La campagne 2007 a démontré que les ressentiments allemands ne faisaient plus recette. Pas plus que les autres Etats membres, Berlin ne peut pourtant se bercer d'illusions: la Pologne de Tusk continuera de défendre les intérêts nationaux contre vents et marées. Seuls un changement de ton et une plus grande ouverture au compromis paraissent relever du possible.

L'Allemagne se saisit de cette opportunité, en préparant d'arrache-pied plusieurs initiatives visant à témoigner de ses propres avancées et de sa bonne volonté pour relancer une politique de rapprochement germano-polonais. Sur tous les contentieux historiques, des projets s'apprêtent à voir le jour. Enfin, sur les contentieux actuels, l'Allemagne envisage de valoriser le rôle de la Pologne en lui affectant une mission plus importante au titre de l'Ostpolitik de l'UE et de renforcer sa sécurité énergétique en la reliant notamment à certains réseaux de distribution allemands.



Avec l'arrivée de Donald Tusk au gouvernement, il faut s'attendre à ce que les choses changent en Pologne. Prudemment, à l'intérieur comme à l'extérieur. Mais les résultats électoraux masquent la moitié de la réalité polonaise.

«Non, ce n'est pas une ère qui s'achève en Pologne», commente le metteur en scène Krzysztof Zanussi, tandis que l'écrivain Bartosz Zurawiecki explique: «J'ai fêté toute la soirée [du 21 octobre]. Il est vrai que la PO n'est pas vraiment mon rêve car elle est aussi conservatrice [que le PiS], mais elle est plus cultivée et plus ouverte (j'espère)!». Beaucoup évaluent à deux ou trois ans le temps nécessaire à une réelle évolution. Celle-ci pourrait voir émerger, dans un paysage politique aux trois-quarts dominé par les droites, une nouvelle gauche, sans liens avec l'ancien système communiste, et qui ait l'ambition de s'enraciner au sein de la société.

* Danielle RENON est journaliste

* Photo : Donald TUSK



Retour en haut de page

date créée 01/11/2007 Champs de Méta

Auteur-article: Danielle RENON*